

APERÇUS POLITIQUES

Questions anciennes

Dès le début de la session, après lecture du premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs à l'assemblée plénière, les délégués se sont trouvés aux prises avec les problèmes habituels: représentation de la Chine, pouvoirs de la délégation hongroise, admission d'observateurs d'organisations paracomunistes. Le bloc soviétique n'a pas trop insisté sur les deux derniers problèmes, et on en a disposé selon la procédure coutumière. Pour ce qui est de la Hongrie, une motion dilatoire a été adoptée par 39 voix contre 31, et 15 abstentions. Les représentants ont approuvé presque sans s'y arrêter la liste soumise par le Conseil exécutif, qui n'a pas recommandé l'admission d'observateurs d'organisations paracomunistes. Quant à la représentation de la Chine, bien que les délégués soviétiques y soient revenus à plusieurs reprises, l'opinion de la majorité a été que cette question devait être résolue non pas au sein d'une institution spécialisée, mais par l'Assemblée générale de l'ONU.

Questions nouvelles

a) *Désarmement*

On s'est bientôt aperçu que les pays du bloc soviétique s'étaient concertés pour lancer une offensive politique sur un front nouveau, ressemblant à leur attitude au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies. Pour soulever la question du désarmement à la Conférence générale, l'URSS a tâché de faire inscrire à l'ordre du jour la demande d'un rapport portant sur la résolution du Conseil exécutif qui chargeait le Directeur général d'appuyer la résolution de l'Assemblée sur un "désarmement complet et général"; le Directeur devait soumettre de son côté un rapport sur les modalités d'emploi des ressources que libérerait un accord sur le désarmement et pouvant servir à financer l'éducation, la science et la culture. Il a semblé tout d'abord au Canada et à nombre d'autres pays que la position soviétique était raisonnable; toutefois au cours des premiers débats sur le mandat de la délégation chinoise, certains représentants ont souligné que les problèmes purement politiques ne devraient pas être soulevés au sein de l'Unesco. Lors du premier vote sur l'inscription du désarmement à l'ordre du jour, les voix furent également partagées; le lendemain une seconde mise aux voix rejetait l'examen du problème, qui, de l'avis d'un nombre croissant de délégués, aurait pu servir à la propagande soviétique et à une attaque indirecte contre le Directeur général. Plusieurs délégations de nouveaux États africains se sont abstenues de voter. Dans le courant de la session, le délégué de la Roumanie a soutenu que, par cette seconde mise aux voix, la Conférence s'était prononcée contre le désarmement. Le chef de la délégation soviétique a insinué que si l'Unesco avait adopté une position plus ferme, les délégués de l'URSS se seraient sentis mieux disposés envers cette organisation.

b) *Ingérence de l'étranger*

La délégation cubaine a demandé l'inscription à l'ordre du jour d'une condamnation dirigée contre tout État tentant de s'immiscer dans les problèmes suscités par les conflits pouvant diviser une nation dans les domaines économique, social ou culturel; les représentants de Cuba ont souligné que ces interventions de l'étranger violent les droits reconnus par l'Assemblée générale de